



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Quelques remarques en guise de conclusion

O. Ferro

Citer ce document / Cite this document :

Ferro O. Quelques remarques en guise de conclusion. In: Économie rurale. N°123, 1978. L'agriculture dans les rapports euro-méditerranéens. p. 62;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1978.2548>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1978_num_123_1_2548

Fichier pdf généré le 08/05/2018

QUELQUES REMARQUES EN GUISE DE CONCLUSION

Ottone FERRO

Directeur de la Società Italiana di Economia Agraria *

Je désire conclure par deux brèves réflexions basées sur l'expérience vécue par notre pays au cours des vingt années de Marché Commun.

La première concerne le fait que l'élargissement de la Communauté Européenne à la Grande-Bretagne, à l'Irlande et au Danemark a comporté une expansion territoriale du Marché Commun, mais aussi une baisse de la cohésion entre les pays participants. Bien que ce soient les Italiens qui aient été les principaux partisans de cet élargissement, nous devons admettre qu'au cours de ces dernières années, la poussée vers l'intégration économique a diminué et nous avons vu s'éloigner dans le temps nos espoirs d'arriver à une intégration politique. Certes, la cause de tout cela est à rechercher non seulement dans l'élargissement de la Communauté, mais aussi dans d'autres facteurs tels que les différentes situations économiques, sociales et monétaires, que les différents pays de la Communauté ont ou sont en train de traverser. Néanmoins, il n'est pas injustifié de craindre qu'un élargissement ultérieur de la Communauté Européenne puisse retarder le processus d'unification économique.

La seconde réflexion que je voudrais rappeler concerne le fait qu'une politique de défense à outrance des produits, dont un pays est déficitaire, a souvent des effets négatifs. Pour les produits, dont les pays méditerranéens sont actuellement ou seront déficitaires à cause de l'expansion de la demande interne qui suit

la hausse naturelle du niveau de vie, comme par exemple la viande, le lait, les céréales, et, dans certains cas, le sucre, l'entrée dans la Communauté provoquera très probablement une hausse des prix à l'intérieur. En effet la défense des productions nationales déterminera un prix d'intervention dans les pays déficitaires supérieur au prix moyen de la Communauté, car il comprend les frais de transport de la zone la plus excédentaire.

On observera alors à l'intérieur de ces pays cc qui s'est vérifié en Italie, c'est-à-dire un déséquilibre entre les prix des produits agricoles, dont ils sont déficitaires, et les prix des produits, comme les fruits et les légumes, qu'ils doivent au contraire exporter.

Si l'on ajoute que les productions de la première catégorie sont plus facilement mécanisables par rapport aux secondes et qu'ils permettent donc de comprimer les coûts plus facilement, on comprend que le déséquilibre entre les prix relatifs comportera un déséquilibre entre les structures de production, déséquilibre qui est destiné à augmenter peu à peu, plutôt qu'à diminuer.

Pour les produits typiquement méditerranéens, je désire encore rappeler que, pour l'Italie, l'expansion de la production a été très inférieure à celle que l'on espérait au temps de la création du Marché Commun. Mon opinion est que les autres pays méditerranéens doivent tenir compte de cette expérience, ainsi que du fait que le développement de leurs exportations ne peut nuire aux exigences et aux droits des agricultures des pays qui font déjà partie de la Communauté Européenne.

* Via Gradenigo 6, 35100 Padova, Italie.